La formation des élites dans la Hongrie d'hier et d'aujourd'hui

Training the Elite in Hungary, Past and Present

La formación de las élites en la Hungría de ayer y hoy

Iván Bajomi

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/1297>

DOI : 10.4000/ries.1297

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2005

Pagination : 93-103

ISBN : 978-2-85420-564-0

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Iván Bajomi, « La formation des élites dans la Hongrie d'hier et d'aujourd'hui », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 39 | septembre 2005, mis en ligne le 17 novembre 2011, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ries/1297> ; DOI : 10.4000/ries.1297

La formation des élites dans la Hongrie d'hier et d'aujourd'hui

Iván Bajomi

Depuis le changement de régime, on observe en Hongrie maintes mutations qui affectent profondément la formation des futures élites. Pour mieux comprendre les transformations récentes qui seront traitées dans la seconde partie de ce texte, je présenterai d'abord de façon succincte les efforts déployés sous le régime communiste en vue d'influencer la formation des élites.

DES ÉLITES POUR UNE SOCIÉTÉ ÉGALITAIRE ?

Une profonde duplicité caractérisait le régime communiste instauré en Hongrie après la seconde guerre mondiale. En effet, si l'idéologie officielle préconisait la création d'une société égalitaire, et par conséquent anti-élitiste, ce type de discours s'était développé à partir de 1948-49 dans le cadre d'un régime politique autoritaire, dirigiste et par conséquent élitiste dont la direction était assurée par les hauts dignitaires du parti communiste constituant un personnel politique totalement inféodé à l'époque à l'URSS. Parallèlement à la liquidation de toutes les structures démocratiques, les dirigeants du pays, qui prétendaient constituer une avant-garde éclairée, mirent en place maintes solutions institutionnelles visant à créer une nouvelle élite censée être entièrement loyale vis-à-vis du régime.

Conformément à ces orientations, dès l'instauration du régime communiste, toutes les institutions censées former des esprits indépendants ou des élites réticentes à l'idéologie officielle furent supprimées. Ainsi en 1948, au moment de l'avènement du régime communiste, à l'exception de quelques séminaires et lycées, pratiquement toutes les écoles et institutions de formation supérieure dépendantes des différentes Églises de Hongrie furent nationalisées. À peu près au même moment, une décision du Comité central du parti unique mit fin à l'expérience du NÉKOSZ, cette organisation qui regroupait des foyers d'étudiants de création récente accueillant surtout des fils d'ouvriers et de paysans, et dont la pratique « autogestionnaire » était mal vue par les dirigeants communistes. En 1950, on supprima aussi un fleuron du système universitaire hongrois, le collège Eötvös (*Eötvös Kollégium*), qui avait été calqué à la fin du XIX^e siècle sur le modèle de l'École normale supérieure de Paris et avait assuré pendant des décennies une formation d'élite à des jeunes d'origine modeste,

entre autres (Karády, 1986). À la suite d'une réforme universitaire en 1949, tous les étudiants durent apprendre différentes matières idéologiques censées transmettre les bases de l'idéologie officielle, tandis que l'ancien principe de la « liberté de l'enseignement » (au nom de laquelle les étudiants avaient notamment la possibilité de choisir parmi les cours proposés) devenait caduque : les cursus étaient planifiés avec l'obligation pour tous les étudiants d'une même filière de suivre exactement les mêmes cours. Pour pouvoir contrôler les conduites estudiantines, tous les étudiants furent affectés à des cercles d'études dont un membre servait en général de mouchard.

Au début des années 1950, on prit aussi des mesures qui visaient directement les descendants des anciennes élites liées au régime de l'amiral Horthy : à ceux-ci, il était interdit d'entrer à la faculté, tandis que des quotas préalablement fixés déterminaient la proportion de fils d'ouvriers et de paysans à admettre dans les établissements d'enseignement supérieur, et ceci afin d'assurer un recrutement « suffisamment populaire ». Parallèlement, on facilita la scolarisation des jeunes issus de familles ouvrières ou paysannes par le biais de la gratuité des études et d'un système de bourses, et en créant des résidences universitaires.

Comme, à partir de 1948, de nombreux cadres politiques « issus du peuple » furent nommés à des postes importants sans avoir de titres scolaires, maintes mesures furent destinées à favoriser l'acquisition des diplômes par ces personnes récemment promues, par l'inscription à des cours du soir ou à des cours par correspondance. Dans un contexte marqué par des velléités de briser le monopole culturel des anciennes élites et de créer une nouvelle élite politique, on ne se préoccupait guère de garantir l'équivalence des titres scolaires obtenus au terme d'une formation à plein temps ou par le biais des cours du soir ou des cours par correspondance. Toutefois, dans le cas de certaines universités où la création de formations au rabais aurait présenté des risques particulièrement sérieux (par exemple, dans le cas des professions médicales), on s'abstint finalement de créer des cours du soir ou des cours par correspondance.

Conformément à la duplicité décrite au début de ce texte, et malgré les prémisses égalitaires et anti-élitistes de l'idéologie officielle, les fils d'ouvriers ou de paysans pouvaient accéder en grand nombre à des formations qui devaient favoriser non seulement leur promotion sociale mais aussi la création d'une nouvelle élite entièrement loyale au régime communiste. Comme dans les facultés ouvrières de l'Union soviétique, on multiplia au début des années 1950 les cours – organisés les plus souvent sous forme d'internat – qui permettaient à des jeunes travailleurs non titulaires du baccalauréat d'accéder à une formation supérieure au bout d'une courte période d'études. On développa également un système de formation parallèle aux écoles secondaires ou supérieures traditionnelles, à savoir le réseau des écoles du parti grâce auquel les cadres poli-

tiques du régime pouvaient se procurer des diplômes secondaires ou supérieurs en assimilant uniquement les bases de l'idéologie officielle¹.

Les nouvelles formations mises en place durant la phase pure et dure du régime communiste étaient fortement influencées par le modèle soviétique. Ainsi, entre 1950 et 1956, la capitale hongroise abrita une petite école ouvertement élitiste portant le nom de Gorki, où presque tous les enseignements se faisaient en russe. Si, avant la seconde guerre mondiale, des étudiants hongrois pouvaient fréquenter des universités situées dans différents pays de l'Europe centrale et occidentale², après la mise en place du rideau de fer, les études à l'étranger ne pouvaient se faire que dans les autres pays communistes, et en particulier en URSS dont les universités et les différentes académies (militaires et autres) accueillaient un grand nombre d'étudiants ou de cadres venus de Hongrie.

UNE NOUVELLE LOGIQUE DE RECRUTEMENT APRÈS 1956

Au début des années 1960, en vue d'élargir les bases sociales du régime ébranlé par la révolution de 1956, les autorités atténuent certaines mesures prises après l'avènement du système communiste. Ainsi, à partir de 1963, lors des épreuves de sélection organisées à l'entrée des facultés, au lieu de fixer des quotas de fils d'ouvrier fort élevés, on se contente de donner un léger avantage aux enfants « issus du peuple ». Toutefois, les candidats dont les parents sont titulaires d'une décoration accordée pour des mérites politiques sont toujours très facilement admis en faculté. Sans être pleinement réhabilité, le collègue Eötvös dissous en 1950 renaît peu à peu de ses cendres en tant qu'unité de la principale université de Budapest, tandis que l'école Gorki, qui doit fermer ses portes à la veille de la révolution de 1956, ne sera jamais réorganisée.

Notons aussi qu'au niveau des premiers grades du système scolaire, des mesures censées satisfaire certaines aspirations des couches plus scolarisées de la population sont prises. Tandis que dès 1945 est mise en place une école fondamentale unique d'une durée de huit années et que les formations secondaires sont peu différenciées, à partir de la seconde partie des années 1960, on ouvre dans les lycées des classes spécialisées (en mathématiques, en langues, etc.) facilitant l'accès en faculté. Durant les années 1980, ce type de classes fera

1. Bien que les formations fussent officiellement appelées « écoles secondaires ou universités du soir marxistes-léninistes », à partir des années 1970, les gens les désignaient le plus souvent entre eux par un terme humoristique, les « cours Foxi-Maxi », ce qui montre bien que beaucoup ne se faisaient guère d'illusions quant à la valeur scientifique de ces formations. (Foxi-Maxi était le nom hongrois d'un chien qui était le principal héros d'une série américaine de dessins animés à la télévision).

2. Nombreux parmi eux ont dû faire ce choix en raison du fait que peu après la chute de la République des Conseils de Hongrie en 1920, au moment de la création d'un régime politique autoritaire, un *numerus clausus* limitant la proportion des jeunes juifs dans les facultés de Hongrie a été instauré.

également son apparition dans les écoles fondamentales. Comme le démontrent les premières enquêtes hongroises en sociologie de l'éducation, les classes spécialisées accueilleront surtout des fils d'intellectuels ou de cadres.

Durant la période consolidée du pouvoir communiste, on observe une croissance considérable du niveau de formation des cadres dirigeants. Ainsi une recherche effectuée au moment de la transition politique montre qu'à cette époque, 92,8 % des cadres supérieurs de l'appareil d'État étaient déjà titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur (Gazsó, 1990). Cependant, on a pu constater aussi que cette proportion était beaucoup plus faible, de l'ordre de 57 %, parmi les cadres dirigeants du parti unique.

Avec l'aval de l'aile réformiste du parti unique durant les deux dernières décennies du régime Kádár apparut un nouveau type d'institution censé former des élites. Dans ces nouveaux foyers, les étudiants pouvaient avoir non seulement des activités scientifiques extra-curriculaires similaires à celles qui étaient offertes dans le collège Eötvös mais pouvaient aussi avoir d'intenses discussions concernant la situation sociale et politique du pays. En effet, des ateliers jouissant d'une certaine autonomie se créèrent dans certaines résidences universitaires. Appelés *szakkollégium* (collège spécial), ils arboraient souvent le nom de certaines victimes du régime. Le premier foyer de ce type créé auprès de l'université d'Économie politique portait le nom du dirigeant communiste László Rajk exécuté en 1949, tandis que celui qui était créé auprès de la faculté de droit de l'université Eötvös de Budapest portait le nom de István Bibó, éminent scientifique et ministre de Imre Nagy qui avait été emprisonné après 1956. Notons par ailleurs que le noyau dur du FIDESZ, principal parti de la droite hongroise (qui, il y a dix ans, était encore un parti opposé aux forces de droite !) sera formé d'anciens étudiants qui avaient tous partagé les chambres de ce foyer. Quoique l'on pense des prises de position actuelle des dirigeants du FIDESZ, il est indéniable que l'institution en question a bel et bien favorisé la formation d'une nouvelle élite politique.

Si le mouvement des collèges spéciaux s'élargit après le changement de régime, de nouvelles institutions originales voient aussi le jour après 1990. Ainsi, avec le soutien financier d'une nouvelle banque, d'éminents chercheurs en sciences sociales fondent le « Collège invisible » dont le nom rappelle celui du cercle scientifique d'Angleterre qui se transforma en 1662 en la fameuse *Royal Society*. Si, conformément à son appellation, cette institution ne dispose pas de vrais immeubles, les étudiants qui y sont admis au terme de multiples épreuves de sélection bénéficient de maintes aides et avantages (bourses, activités sportives et cours de langues gratuits), tandis que des professeurs de grande renommée leur donnent des cours ou leur servent de tuteur. Sur la base du constat que les jeunes Tsiganes sont particulièrement défavorisés sur le plan scolaire, deux leaders de la minorité en question fondent en 1996 la *Romaversitas* qui sera également dotée d'un « Collège invisible » censé favoriser

par tous les moyens (aides intellectuelles et matérielles, soutien psychologique, etc.) les études supérieures des jeunes Roms.

LA PÉRIODE POST-COMMUNISTE : UNE UNIVERSITÉ À DEUX VITESSES

Après le changement de régime, le paysage de l'enseignement supérieur hongrois se transforme de fond en comble. Par le biais de différentes mesures de libéralisation, on supprime le système des écoles du parti. Les origines sociales et les mérites politiques des parents ne peuvent plus être pris en compte lors des examens d'entrée ouvrant les portes de l'enseignement supérieur ; les matières censées transmettre le b-a ba du marxisme-léninisme disparaissent du cursus des étudiants.

Depuis quinze ans, l'enseignement supérieur hongrois connaît une expansion considérable. Tandis que sous le communisme, par le biais d'un rigoureux système de planification, on maintenait à un niveau très faible le pourcentage des étudiants admis en faculté, durant les années 1990, le taux d'inscription double et passe de 10 % à 20 % par rapport à la cohorte des 19-24 ans.

Comme, durant la première partie des années 1990, le pays avait traversé une grave crise économique, nul ne s'étonne que les frais de la massification soient en partie payés par les étudiants ou leur famille. Si les tentatives gouvernementales successives visant à faire payer des frais de scolarisation relativement importants à tous les étudiants ont finalement été abandonnées au moment où a accédé au pouvoir en 1998 le FIDESZ, cette formation politique particulièrement préoccupée de soigner son image « pro-jeunes », bon nombre d'étudiants doivent s'acquitter d'importantes sommes s'ils veulent faire des études supérieures. En effet, en peu de temps, un système à deux vitesses s'est installé en Hongrie puisque dans les établissements d'enseignement supérieur dépendant de l'État – toujours largement majoritaires du point de vue de leurs effectifs étudiants – se côtoient désormais une majorité d'étudiants dont les études sont toujours presque entièrement financées par le budget et une minorité de jeunes inscrits à des « places payantes » proposées à ceux qui ont passé avec succès l'examen d'entrée sans avoir cependant été admis – faute de subventions budgétaires. D'après une recherche menée auprès d'étudiants en économie et en droit (Gábor-Dudik, 2000), contrairement à ce que l'on pourrait penser, la composition sociale des étudiants inscrits aux places payantes est plus basse que celles des étudiants dont la scolarisation supérieure est financée par l'État. Ce paradoxe apparent a une explication fort simple : si le nombre total des jeunes admis en faculté a augmenté de façon considérable, dans le cas des formations supérieures les plus prisées, les relations de forte concurrence se

sont maintenues et ce sont surtout les jeunes issus de « bonnes familles » – à savoir les fils d'intellectuels, de dirigeants ou de nouveaux entrepreneurs – ayant eu la chance de fréquenter les établissements primaires et secondaires les plus sélectifs qui ont le plus de chance de bien réussir aux examens d'entrée et de pouvoir postuler avec succès aux places universitaires financées par l'État. Par contre, les places payantes reviennent souvent à des jeunes qui ont poursuivi une carrière scolaire primaire et secondaire moins brillante et dont les familles sont en général moins bien pourvues en capitaux économiques et culturels. Dans ce cas, il s'agit en général de parents de condition modeste qui, reconnaissant l'importance des diplômes, sont prêts à faire d'importants sacrifices économiques en vue d'assurer à leurs enfants une bonne scolarisation supérieure.

Si la massification des formations supérieures facilite – tout comme dans les autres pays arrivés au stade de la société post-industrielle – l'entrée en faculté massive de jeunes issus des couches sociales inférieures (Csákó, 2002), on constate aussi l'existence d'une forte hiérarchie sociale à l'intérieur même du champ de la formation supérieure. Tandis que dans les filières courtes des écoles supérieures, on trouve beaucoup de jeunes d'origine populaire, leur proportion est beaucoup moins forte au sein des filières universitaires longues que l'on serait tenté d'appeler filières « nobles ».

Par ailleurs, la répartition des jeunes entre les formations nobles et moins nobles est facilitée par le fait que les prestations scolaires assurées aux niveaux inférieurs du système scolaire sont également hiérarchisées et que la sélectivité du système n'a fait que se renforcer ces derniers temps. Tandis que sous le régime communiste existait encore un tronc commun long sous la forme d'une école fondamentale scolarisant des enfants entre six et quatorze ans, dans la foulée de la transition politique, maints lycées ont pu créer des filières longues qui accueillent les meilleurs élèves des écoles fondamentales lorsque ceux-ci ont dix ou douze ans. L'apparition des filières secondaires longues s'explique notamment par le fait que dans un contexte marqué à la fois par une forte baisse démographique et par l'introduction d'un mode de financement forfaitaire, les écoles secondaires essaient de stabiliser leurs effectifs par tous les moyens – et ceci notamment aux dépens des établissements du premier degré. Comme en témoigne une recherche menée dans un arrondissement ouvrier de Budapest, depuis que les parents peuvent librement inscrire leur enfant dans une école autre que celle qui se trouve dans leur quartier, on constate le renforcement de la concurrence entre les écoles fondamentales desservant les mêmes quartiers qui va de pair avec des processus de spécialisation : certains établissements essaient d'attirer les enfants des élites locales en assurant des prestations haut de gamme (classes bilingues, etc.). D'autres écoles en perte d'effectifs – de peur d'être fermées prochainement – tentent de se spécialiser dans l'accueil des enfants défavorisés (Bajomi *et al*, 2004).

Le coût des études supérieures soulève d'autres questions. Si, dans le cas des places payantes, les études supérieures effectuées dans des établissements d'État peuvent devenir fort coûteuses pour certains jeunes, la contribution financière des étudiants est en général encore plus importante dans les facultés privées qui n'ont pu voir le jour qu'après la chute du communisme. Il faut noter que, dans le domaine des formations économiques, nombreuses sont les institutions privées qui fonctionnent selon des programmes développés par des écoles de gestion occidentales. Ainsi, la formation des dirigeants économiques, qu'on désigne désormais en Hongrie également par le terme de *manager*, se fait dès le début des années 1990 dans une école de gestion selon la méthode développée jadis aux États-Unis par Dale Carnegie, tandis qu'une autre école applique le programme de l'*Open Business School* du Royaume-Uni, etc.

Autre signe de l'internationalisation des formations supérieures: la Fondation Soros a créé durant les années 1990 une Université d'Europe centrale qui est basée à Prague et à Budapest et dont la mission consiste à former, dans le domaine des sciences sociales, de nouvelles élites hautement qualifiées pour les anciens pays communistes. Ces formations assurées au niveau de la maîtrise et des études doctorales à des étudiants venus de pays très divers ont non seulement pour ambition de transmettre aux étudiants une profonde connaissance des réalités socioculturelles de la région, mais aussi de développer chez eux un esprit critique et le sens de l'engagement social – ce qui contraste fortement avec les objectifs des formations supérieures assurées en Europe centrale et orientale sous les régimes communistes.

De nos jours, le choix en matière d'études supérieures est d'autant plus large en Hongrie que les Églises « historiques » du pays, dont l'action était fortement limitée sous le communisme, de même que les Églises ou confessions nouvellement installées en Hongrie, ont la possibilité d'assurer différentes formations supérieures: les étudiants inscrits à ces formations peuvent préparer non seulement des carrières ecclésiastiques mais aussi des carrières laïques et ceci en bénéficiant de subventions d'État. Par ailleurs, les instituts de formation supérieure privés qui ne dépendent pas des Églises peuvent aussi percevoir des subventions versées au prorata du nombre d'étudiants inscrits.

Notons également que les nouveaux mécanismes de financement normatifs n'ont été introduits que relativement tard. En effet, dans un contexte de grave crise économique, les autorités financières ont pu réaliser un exploit considérable: tandis qu'entre 1994 et 1996 les effectifs étudiants ont beaucoup augmenté, les dépenses d'enseignement supérieur de l'État ont été contenues. Outre les quelques mesures de restriction ouvertement assumées, cette prouesse résulte de plusieurs facteurs: d'une part la charge de travail de la main d'œuvre enseignante a augmenté considérablement (autrefois le ratio étudiants/enseignant était particulièrement faible), d'autre part la massification a résulté surtout de l'augmentation du nombre d'étudiants inscrits dans des filières « bon

marché» ne nécessitant pas un travail en laboratoire tandis que les dépenses de l'enseignement supérieur d'État n'étaient pas indexées sur un taux d'inflation particulièrement élevé à cette époque (environ 20 %). L'État a donc pu juguler l'augmentation des dépenses liées à l'enseignement supérieur: si les effectifs d'étudiants ont pu doubler en l'espace de dix ans, les subventions d'État accordées au secteur de l'enseignement supérieur n'ont augmenté que dans une proportion très faible.

L'INTÉGRATION EUROPÉENNE

Ces derniers temps, on a pu aussi constater une différenciation « verticale » des formations supérieures avec l'adoption du modèle américain des écoles doctorales permettant aux postulants d'une carrière scientifique d'obtenir le titre de doctorat *Ph. D.* Autrefois, sous le régime communiste, l'accès à un poste de chercheur ou d'enseignant universitaire pouvait se faire soit directement après l'obtention d'un diplôme d'enseignement supérieur, soit selon le modèle soviétique des « candidats ès sciences ». Dans ce dernier cas, les futurs chercheurs affectés à tel ou tel institut de recherches dépendant de l'Académie des sciences bénéficiaient surtout d'une formation sur le tas. Après la chute du communisme, au terme d'âpres luttes de pouvoir opposant les représentants des instituts de recherche et des universités, les décideurs ont opté en 1993 pour la création d'écoles doctorales dépendant des universités qui assurent pendant trois ans des formations systématiques. Notons par ailleurs que les institutions d'enseignement supérieur spécialisées dans la formation des artistes et des architectes ont connu un développement analogue avec la création récente de différentes « écoles des maîtres » (*mesteriskola*), qui sont censées assurer une formation d'élite à des jeunes sélectionnés parmi les titulaires d'un diplôme sanctionnant cinq années d'études supérieures effectuées dans le domaine en question.

Compte tenu de l'évolution institutionnelle précédemment décrite, la mise en œuvre des réformes liées au processus de Bologne ne pose guère de problèmes à la Hongrie en ce qui concerne l'ultime phase des études supérieures qui devront s'agencer d'ici peu de temps dans pratiquement toute l'Europe selon un schéma linéaire. Par contre, le développement des cursus communs correspondant aux deux premiers niveaux de l'enseignement supérieur constitue actuellement un sérieux casse-tête et ceci pour au moins deux raisons. D'une part, toutes les universités assurent encore des formations longues de cinq voire six ans qui ne sont pas encore divisées en cycles d'études distincts, d'autre part en raison du fait qu'il faudra mettre fin à une dualité profondément inscrite dans le système d'enseignement supérieur hongrois. En effet, ce système qui avait été calqué autrefois sur le modèle germanique est caractérisé par la coexistence des formations longues plutôt théoriques assurées dans des univer-

sités et des formations de courte durée (trois ou quatre ans), davantage orientées vers la pratique, qui sont assurées dans des institutions moins prestigieuses appelées écoles supérieures (*főiskola*). Certains se demandent si les réformes actuelles ne répondraient pas entre autres à un objectif de rentabilisation puisque, dans l'avenir, contrairement aux formations longues actuellement assurées dans les universités seuls 40 % des étudiants inscrits en faculté auront la possibilité de s'inscrire en second cycle. En d'autres termes, on pourrait aussi dire qu'au terme de la réforme en cours, le clivage actuel entre les formations d'élite assurées dans le cadre des formations universitaires longues et les formations courtes moins prestigieuses assurées par les écoles supérieures sera remplacé par un clivage similaire – mais peut-être plus facile à dépasser – qui séparera dorénavant les étudiants qui arrêteront leur études au terme de trois ans et ceux qui seront en mesure de les poursuivre.

Un tournant radical s'est produit récemment dans le domaine des formations à l'étranger. Par rapport à la période «pure et dure» du régime communiste qui était caractérisée à la fois par l'interdiction de quitter le «camp socialiste» et par la prédominance des périodes d'études effectuées en Union soviétique, on a pu constater durant les années 1970 et 1980 quelques signes avant-coureurs d'une timide réorientation qui deviendra radicale après la chute du mur de Berlin. En effet, durant la phase consolidée du régime communiste, grâce à des accords bilatéraux conclus avec certains pays occidentaux, certains étudiants purent effectuer des périodes d'études à l'Ouest. À partir des années 1980, une fois que George Soros, ce multimillionnaire américain d'origine hongroise put conclure un accord de coopération avec l'Académie des sciences de Hongrie, un nombre encore plus important d'intellectuels – liés souvent à l'opposition démocratique – puis des étudiants également, eurent l'occasion de faire des séjours plus ou moins longs dans des universités occidentales. Notons toutefois que malgré l'apparent libéralisme du régime finissant de Kádár, nombreuses furent aussi les personnes auxquelles les autorités hongroises avaient refusé de délivrer un passeport.

Au terme de la transition politique, le nombre des périodes d'études effectuées en Russie chutera considérablement tandis que l'on verra se multiplier les bourses occidentales accordées aux étudiants et aux jeunes chercheurs des pays de l'Est, grâce aux fonds fournis d'une part par différentes fondations privées ou semi-publiques, d'autre part par maints gouvernements et surtout par l'Union européenne qui s'ouvrira progressivement aux anciens pays communistes. Cette dernière déploiera des efforts particuliers en vue d'encourager la mobilité des étudiants et des enseignants des universités de Hongrie et des autres pays de l'Est, par le biais du programme Tempus qui avait été élaboré à l'initiative d'experts hongrois au moment de la transition politique (Lajos, 2005). Jusqu'en 1997, les périodes d'études passées à l'étranger avec le soutien de l'Union européenne ont pu se faire dans des conditions particulièrement

favorables puisque les bourses couvraient pratiquement tous les frais occasionnés par les séjours à l'étranger. Mais depuis 1997, on constate une détérioration de ce point de vue: en effet, depuis cette date, les départs se font essentiellement par le biais des bourses Erasmus accordées dans le cadre du programme Socrates dont le faible montant nécessite une forte contribution personnelle de la part des étudiants. Comme, pour une partie considérable des familles hongroises, les études supérieures des enfants constituent une charge financière importante en Hongrie même, il va de soi que, dans la plupart des cas, les séjours à l'étranger ne peuvent avoir lieu que si les étudiants travaillent durant leur séjour.

BIBLIOGRAPHIE

BAJOMI I. (1992): « Des cadres politiques aux managers. Transformations du champ de l'enseignement supérieur hongrois », in: *Les institutions de formation des cadres dirigeants*, Éd. Monique de Saint Martin et Mihai D. Gheorghiu, Maison des Sciences de l'Homme, Centre de Sociologie Européenne, Paris, pp. 149-172.

BAJOMI I. (1994): « Apparition des écoles de gestion en Hongrie », in: *Invention de la gestion, Histoires et pratiques*, sous la direction de J. Ph. Bouilloud et B. P. Lécuyer, L'Harmattan, Logiques de gestion, pp. 299-312.

BAJOMI I. (1995): « Les processus d'internationalisation observables au sein du système universitaire hongrois », in: *Les élites, formation, reconversion, internationalisation*, Colloque de Stockholm, 24-26 septembre 1993, Éd. Donald Broady, Monique de Saint Martin, Centre de sociologie de l'éducation et de la culture, École des hautes études en sciences sociales, Forskningsgruppen för utbildnings- och kultursociologi, Lärhögskolan, Stockholm, 1995, pp. 173-178.

BAJOMI I. (2002): « Décentralisation à la hongroise », in: *La grande récréation, décentralisation de l'éducation dans six pays autrefois communistes*, Éd. Jean-Louis Derouet et Iván Bajomi, INRP, Paris, pp. 41-71.

BAJOMI I., BERÉNYI E., ERÖSS G. et IMRE A. (2004): « Régulation scolaire dans un arrondissement ouvrier de Budapest », *Recherches Sociologiques*, n° 2.

CSÁKÓ M. (2002): « ... És a doktor úr gyereke? » (... Et le fils du docteur?), *Educatio*, n° 2.

GÁBOR K. et DUDIK É (2000): « Középosztályosodás és a felsőoktatás tömegesedése » (Embourgeoisement et massification de l'enseignement supérieur), *Educatio*, n° 1.

GÁZSÓ F. (1990): A káderbürokrácia és az értelmiség (La Nomenclatura et les intellectuels), *Társadalmi Szemle*, 1990/10.

KARÁDY V. (1986): « Le Collège Eötvös et l'École Normale Supérieure vers 1900. Note comparatiste sur la formation d'intellectuels professionnels », in : *Intellectuels français, intellectuels hongrois – XIII^e-XX^e siècles*, Éd Köpeczi, B., Le Goff, J., Paris – Budapest, pp. 235-253.

LAJOS T. (2005): « A mobilitás, mint a felsőoktatás erőforrása és az intézményi stratégiák eleme » (La mobilité en tant que ressource de l'enseignement supérieur et composante des stratégies institutionnelles), *Educatio*, n° 2.